

5 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la république, sur l'intervention militaire française au Mali, à Paris le 5 juin 2013.

C'est avec une immense fierté que je reçois aujourd'hui le prix prestigieux portant le nom d'Houphouët-Boigny. Un homme, porteur de valeurs universelles, qui était le premier président de la République de Côte d'Ivoire et avait servi, pendant un temps, la République Française.

Il fût même, si je peux faire moi aussi œuvre d'historien, membre du même groupe parlementaire, sous la IV^{ème} République, que François MITTERRAND.

Je reçois ce prix des mains de Mario SOARES, un ami, mais surtout un homme qui a consacré sa vie à la démocratie et à la décolonisation.

Je suis devant mes collègues, Chefs d'États et Chefs de Gouvernement africains, qui m'ont accompagné dans la décision qui me permet aujourd'hui d'être lauréat de ce prix. Ils y sont donc associés.

Je salue le Jury, son président, je lui fait, son Secrétaire général, ses membres, son parrain, son protecteur, et je félicite le président Abdou DIOUF, qui est capable de parler de Jaurès en wolof.

Je vous salue, Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, qui me faites le plaisir de m'accompagner dans cette cérémonie, qui est pleine de reconnaissance, pleine de gratitude et en même temps pleine d'émotion.

Je le fais ici, dans un cadre qui est symbolique.

Madame la Directrice, nous sommes à l'UNESCO.

l'UNESCO, cette grande organisation qui porte des valeurs de culture, de dialogue, de compréhension et de paix.

Je salue l'action que vous menez à la tête de cette grande organisation, qui lorsqu'elle pratique le multilinguisme, cher au monde francophone, est fidèle à sa mission.

Lorsque l'UNESCO met la libération des femmes au cœur de l'éducation, elle est exemplaire.

Lorsqu'elle place la culture au cœur de son projet, elle est visionnaire.

Lorsqu'elle défend partout le pluralisme, l'accès à l'information, l'UNESCO est libératrice.

Alors, il est vrai que, recevoir le prix Houphouët-Boigny, ici, à l'UNESCO, prend une portée particulière.

Il peut paraître paradoxal de recevoir une récompense pour la recherche de la paix après avoir porté la responsabilité d'une guerre.

Mais la décision que j'ai prise au nom de la France, le 11 janvier, n'avait pas d'autre but que de mettre fin à une agression. La pire qui soit. Celle qui voulait par la terreur soumettre un pays ami.

Face à la haine, c'est la faiblesse qui aurait été coupable et c'est la force qui était légitime. Tout retard aurait été désastreux. Toute hésitation aurait été tragique. Toute inertie aurait été fatale. Il est effectivement des moments dans la vie d'un Chef d'État, où il s'agit, non pas de prendre la bonne décision, nous l'avions déjà prise, les uns et les autres, depuis longtemps. Mais de la prendre au bon moment, et de faire en sorte qu'à l'instant où elle est effectivement actée, elle puisse être pratiquement mise en œuvre.

La France est donc intervenue avec ses forces armées.

La CEDEAO, M. le Président OUATTARA, l'accompagne, je vous en remercie. L'Union africaine, cher Thomas Boni YAYI, la soutient, l'Union européenne l'appuie, et enfin les Nations Unies lui ont donné son cadre, sa légalité, sans laquelle la France ne serait pas venue au

nations Unies lui ont donné son cadre, sa légitimité, sans laquelle la France ne serait pas venue au Mali.

Cela a été dit avant moi : la France n'a pas seulement arrêté les terroristes avant qu'ils n'arrivent à Bamako -car ils étaient sur le chemin-, elle a prévenu une opération qui visait à soumettre tout le Sahel et à faire en sorte que chaque pays de l'Afrique de l'Ouest ait à craindre pour sa souveraineté, pour sa liberté, pour son indépendance.

C'est pourquoi l'appel des autorités maliennes, était un geste salvateur.

L'Histoire retiendra, cher Dioncounda TRAORE, que c'est vous qui, par votre acte courageux de faire appel à la France, avez permis la survie de votre pays et la stabilité de l'Afrique de l'Ouest. Car je veux restituer aussi les choses telles qu'elles se sont passées. La France était prête. La France avait décidé. Mais elle ne serait pas venue au Mali si elle n'avait pas été appelée par le président légitime de ce pays. Elle ne serait pas venue non plus seule et c'est parce que les Maliens eux-mêmes, les Africains qui l'ont soutenue, voulaient faire cette reconquête de la souveraineté du Mali, que nous sommes venus à l'heure dite à vos côtés.

C'est pas la France qui a libéré le Mali, ce sont les Africains qui eux-mêmes se sont libérés du terrorisme et de la servitude.

Cette guerre de libération nous a réunis, Français et Africains. Elle est l'exact contraire d'une guerre de civilisation car c'était une bataille pour la dignité humaine, pour la démocratie, pour le respect. Notamment le respect des religions et de la religion musulmane.

À Tombouctou, les mausolées des saints étaient réduits à l'état de poussière, des manuscrits étaient brûlés.

En chassant les terroristes, nous avons préservé un symbole de l'Islam, de culture, de tolérance et de échanges.

C'est aussi le symbole que je voudrais donner à cette intervention. Car l'Islam est une religion de paix, et ceux qui en réclament pour faire la terreur ne sont pas tel que je le conçois des hommes qui peuvent porter des valeurs universelles, celle que les religions heureusement ont à leur cur de défendre.

La France a été au service de l'émancipation. Le fait que l'Union Africaine, dont la vocation première était en 1963 de lutter contre le colonialisme, à Addis-Abeba, ait salué notre décision, est un beau symbole de la reconnaissance de l'intervention de la France.

Je l'ai dit à Bamako, dans la foule qui se pressait autour de nous avec le président malien : c'est une dette que mon pays avait à acquitter à l'égard de l'Afrique. Parce que la France ne pouvait pas oublier la participation des soldats d'Afrique à nos côtés lors des deux dernières guerres mondiales. Non, la France ne pouvait pas oublier les dizaines de milliers d'Africains qui ont laissé leurs vies sur les champs de bataille pour la liberté de la France, pour les libertés de l'Europe.

Les survivants du second conflit mondial il y en a encore ont été parfois bien mal récompensés, souvent discriminés dans la perception de leurs pensions. Et bien la moindre des choses, c'était de leur porter secours au moment où ils faisaient appel à nous.

Au lendemain de la première guerre mondiale, un monument en mémoire à ces soldats d'Afrique avait été érigé, en 1924, à Reims. Ce sont les nazis qui l'ont démonté en 1940.

Une deuxième statue identique à la première avait été érigée elle aussi à Bamako, sur la place de la liberté. Aujourd'hui la ville de Reims et je rends hommage à son maire Adeline Hazan pour lancer les commémorations de la première guerre mondiale, a décidé de reconstruire un monument comparable à celui qui avait été détruit et à celui qui est resté à Bamako.

C'est une belle initiative qui me permet d'inviter toute l'Afrique, tous les chefs d'États africains, à la célébration de la guerre de 1914 pour que plus rien ne soit oublié et que nous puissions encore servir la paix.

L'intervention de la France a permis de faire cesser un ordre brutal, inhumain.

Je pense d'abord aux femmes victimes de viols, d'agressions sexuelles, soumises à des privations de liberté. C'est pour les femmes que la France est intervenue.

Je pense aux enfants, aux adolescents, hélas certains enrôlés de force dans les groupes terroristes, et qui ont été victimes ces enfants là de la guerre. C'est pour les enfants d'Afrique que la France est intervenue.

Je pense aux Maliens amputés, châtiés sans jugement. C'est pour la justice que la France est intervenue.

Je pense aussi à ces interdictions d'écouter de la musique, même de jouer au football ! Je pense à ces mesures vexatoires, humiliantes, qui démontrent la nature totalitaire des groupes qui voulaient imposer un mode de vie. Non, ce n'était déjà plus la vie.

Ce sont ces brutalités qui ont fait fuir près d'un tiers de la population du Nord du Mali. 400.000 personnes qui sont parties sur les routes. Je veux ici remercier les pays voisins et leurs Chefs d'Etats pour avoir accueilli ces réfugiés, pour les avoir nourris et pour leur avoir permis d'attendre de longs mois avant de pouvoir enfin revenir dans leur pays.

Il fallait mettre fin à ce désastre, mais avec un souci qui ne nous a pas quittés depuis le 11 janvier : ne pas ajouter un drame à un autre, ne pas frapper les populations civiles, rester dignes, servir le droit. Nous y sommes parvenus.

De même, les insurgés, les terroristes que nous avons pu faire prisonniers, ont été remis aux autorités maliennes, font l'objet d'un suivi par la Croix Rouge, car Mesdames et Messieurs, on ne combat pas les terroristes en adoptant leurs méthodes mais en les privant de toute justification de leurs dérives.

Les sanctions, et il y en aura, qui frapperont ceux qui se sont rendus coupables de vexations et de crimes dans le nord du Mali, ces sanctions seront judiciaires. La justice ne sera pas celle des vainqueurs, mais celle qui, impartiale, punira les coupables et relâchera les innocents. C'est le sens aussi du combat que nous avons livré.

Mais il n'est pas fini. Même si le Mali a retrouvé son intégrité, sa souveraineté, sa stabilité, il y a encore beaucoup à faire, au Mali, et au-delà. C'est une grande partie de l'Afrique qui est aujourd'hui menacée. Et donc l'enjeu, celui que nous avons porté ensemble au cours de cette journée, c'est de tout faire pour renforcer les capacités des pays africains pour qu'ils puissent assurer eux-mêmes leur sécurité.

Je l'avais dit à Dakar, dans un discours que j'avais prononcé devant le Parlement. Ce sont les Africains qui doivent assurer leur sécurité, et eux seuls. Mais le rôle de la France, le rôle de l'Europe, c'est de leur donner tous les moyens : formation, encadrement, équipement, pour leur donner la possibilité d'assurer cette mission. Qui n'est pas une mission simplement pour l'Afrique, qui est une mission pour la paix et la stabilité du monde.

Nous avons aussi un autre défi à relever, reconstruire le Mali. Ce fut l'objet, et j'en remercie ceux qui y ont contribué, de la conférence du 15 mai à Bruxelles. Plus de trois milliards d'euros ont été promis pour financer un plan de renouveau sur deux ans. Il reviendra aux autorités maliennes de le mettre en œuvre, de faire que chaque euro puisse aller vers celles et ceux qui en ont le plus besoin, que les collectivités locales maliennes puissent être impliquées dans cette reconstruction, que cette aide permette de favoriser le dialogue et donc la paix et d'assurer le développement. La paix, il nous faut aussi la gagner. Elle passe par la démocratie.

Le président Dioncounda TRAORE a eu, une nouvelle fois, le courage de confirmer que les élections se tiendraient, se tiendront donc, à la date prévue.

Quand je dis à la date prévue, cela veut dire dans tout le Mali, dans toutes les villes du Mali, et donc à Kidal, comme partout au Mali. Et le processus qui est en cours doit permettre d'accompagner l'administration civile malienne, à Kidal comme dans tout le nord du Mali.

Aucun groupe armé ne peut rester armé au Mali. Les élections se tiendront donc à la fin du mois de juillet. Et je serais heureux, ainsi que les chefs d'Etat qui sont ici rassemblés, et beaucoup d'autres, d'être présent pour l'investiture du nouveau président du Mali.

Au moment où je m'exprime, la situation au Sahel reste préoccupante, fragile. L'intervention de 2011 en Libye, qui n'a pas été menée jusqu'à son terme, a conduit à l'intervention de groupes multiples, à la dispersion d'armes et de mercenaires.

Les terroristes se cachent donc dans toute la région et frappent aujourd'hui le Niger. Et je salue ici le premier ministre du Niger, et avec une pensée particulière pour le président ISSOUFOU. Mais peut-être se dirigeront-ils, ces mêmes terroristes, ailleurs en Afrique.

Alors c'est votre devoir, Mesdames et Messieurs, de faire en sorte que nous puissions être en

solidarité par rapport au Sahel. De lui apporter aide pour son développement, de faire en sorte que sa population ait confiance, que les jeunes puissent trouver un espoir pour leur vie. Et en même temps, que nous puissions assurer la sécurité.

Et c'est la raison pour laquelle, à la fin de l'année, j'ai convié les chefs d'Etat africains à venir à Paris, pour que nous puissions mettre en place, avec eux, cette force d'intervention, qui pourrait agir là où elle sera nécessaire.

Mesdames et Messieurs, en février dernier, j'étais à Tombouctou et à Bamako. J'y ai reçu un accueil de la part du peuple malien que je n'oublierai pas. Je revois la joie de ces hommes, de ces femmes, de ces enfants qui nous remerciaient.

Et notamment des femmes. Et c'est pourquoi j'ai décidé de remettre la moitié du prix Houphouët-Boigny à la branche malienne du réseau « Paix et sécurité des femmes de l'espace de la CEDEAO ». L'autre moitié, sera versée à l'association française « Solidarité défense », qui s'occupe des blessés de guerre et des familles de soldats français décédés.

J'ai, en cet instant, une pensée pour nos militaires morts pour la liberté du Mali. Vous avez cité leurs noms, je vous en suis reconnaissant. Le premier de ces soldats qui donna sa vie pour le Mali, c'était Damien BOITEUX. C'était dans les heures, je dis bien les heures, qui ont suivi la décision que j'avais prise de faire intervenir nos forces avec les armées maliennes. Il fut donc le premier, dans un hélicoptère, à prendre, avec d'autres, mais lui plus particulièrement, la responsabilité de casser la colonne terroriste et de faire en sorte qu'elle ne puisse plus nuire, et qu'il y ait ce message clair, à ces groupes qui voulaient envahir le Mali, qu'ils ne pouvaient plus avancer.

Il a donné sa vie pour cette cause-là. Et je sais que des enfants maliens portent son nom aujourd'hui, Damien BOITEUX. Un jour, dans plusieurs années, si l'on m'est donné de rencontrer un enfant qui porte le nom de Damien BOITEUX, je le serrerai contre mon cœur en pensant à celui qui est mort pour le Mali, aux soldats qui ont donné le sacrifice de leurs existences, et je penserai, en l'honneur de moi, au Mali et à cette indéfectible amitié entre la France et le Mali.

Car le prix qui m'est remis aujourd'hui, et une nouvelle fois, me tournant vers le jury, je vous en exprime ma gratitude, c'est un prix qui honore la France toute entière. La France des droits de l'Homme. La France des valeurs universelles. La France des libertés. La France de la solidarité avec l'Afrique. Merci, pour la France. Merci, pour le Mali. Merci, pour la paix. Merci, pour l'Afrique. Voilà, ce prix est un symbole, le symbole de peuples qui savent au-delà de leurs intérêts, il y a, tout simplement, les valeurs qui nous unissent.